



RAPPORT ANNUEL 2009

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Exercices terminés les	25 avril 2009	26 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2005
	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	57 483	69 769	83 161	14 695	9 348
BAIIA ajusté	(3 795)	2 294	9 416	974	1 847
Bénéfice (perte) avant impôts	(13 020)	(1 401)	5 184	360	1 428
Bénéfice net (perte nette)	(10 067)	(550)	3 651	206	1 013
Bénéfice net (perte nette) par action					
de base	(0,235)	(0,013)	0,104	0,011	0,062
dilué(e)	(0,235)	(0,013)	0,099	0,011	0,062
Actif total	46 558	57 035	59 381	18 287	5 731
Fonds de roulement	1 745	4 313	7 337	2 513	1 125
Dette à long terme (incluant la partie à court terme)	21 837	19 644	14 538	8 228	2 540
Capitaux propres	9 631	20 313	20 764	4 059	1 741

Sigma Industries Inc., chef de file dans la fabrication de produits en composite et de produits de métaux, compte cinq filiales en exploitation et près de 350 personnes. Elle exerce ses activités dans les marchés en croissance des camions de gros tonnage, des autocars, du transport en commun, des trains et des métros, de la machinerie, de l'agriculture et de l'énergie éolienne. Sigma vend ses produits aux fabricants et distributeurs d'équipement d'origine des États-Unis, du Canada et de l'Europe. Les actions ordinaires de la société se négocient sous le symbole SIC à la Bourse de Croissance TSX.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

L'exercice financier 2009 a été éprouvant à plusieurs égards, non seulement pour Sigma Industries, mais pour l'ensemble de l'économie mondiale. L'effondrement du marché du crédit et de l'économie s'est rapidement répercuté sur nos marchés cibles compte tenu du lien étroit entre la demande de biens et services et les produits finis de nos clients, qui sont principalement des fabricants d'équipement d'origine de classe mondiale.

Par conséquent, nous avons agi de manière proactive et pris des décisions difficiles, mais nécessaires afin de protéger notre bilan et émerger de la crise en meilleure posture. C'est pourquoi nous avons dû procéder à la fermeture de notre usine de Chesterville, en décembre 2008, et avons annoncé celle de notre usine d'Acton Vale pour septembre 2009.

De plus, nous avons mis fin à la production de certains contrats car il était devenu clair que nous ne pourrions obtenir le rendement sur le capital investi initialement anticipé pour ces programmes. En effet, des dépassements de coûts liés à des problèmes d'implantation de nouveaux procédés technologiques à nos installations américaines ont causé un recours accru à la sous-traitance. La fabrication de ces composants a été redirigée avec succès vers des tierces parties sans entraver le service à la clientèle. Il faut préciser qu'aucune propriété intellectuelle de Sigma Industries n'a été mise en cause. Les ventes annuelles ainsi affectées s'élèvent à environ 13 millions de dollars.

Ainsi, nos revenus ont accusé un repli de 17,6 % pour se chiffrer à 57,5 millions de dollars. Ce recul a entraîné une diminution de la rentabilité d'exploitation et nous avons enregistré une perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée de 3,8 millions de dollars. Cependant, il est important de souligner que cette perte est entièrement attribuable à notre filiale étrangère autonome en raison des dépassements de coûts mentionnés précédemment, tandis que nos opérations canadiennes ont maintenu leur rentabilité. Cette diminution a été exacerbée par des éléments non récurrents totalisant 3,5 millions de dollars, qui sont essentiellement liés à la fermeture de l'usine de Chesterville et à la radiation de la valeur de l'outillage associé aux contrats dont la production a été abandonnée.

Découlant de nos mesures de réduction des coûts, des signes encourageants d'une amélioration de la rentabilité d'exploitation se sont manifestés en fin d'exercice. Ceci dit, nous maintiendrons une gestion serrée afin de dégager un bénéfice net le plus rapidement possible et raffermir davantage notre bilan. Compte tenu d'une meilleure utilisation de notre capacité de production, toute augmentation des cadences de production concernant nos marchés cibles aura ainsi une répercussion directe et positive sur nos résultats. Néanmoins, puisque l'état de l'économie demeure précaire, nous abordons l'exercice 2010 avec prudence.

Nos assises solidement établies au niveau de notre base d'exploitation ainsi que notre expertise technologique étendue en matière de développement de nouveaux produits et de procédés de fabrication nous procurent une réputation enviable sur le marché. De plus, nous percevons de belles occasions d'affaires dans les marchés de l'équipement lourd et du camion et entendons nous positionner avantageusement pour la reprise dans ces marchés avec nos solutions technologiques innovatrices. Nous visons notamment à étendre notre rayonnement en ce qui concerne les planchers en composites ainsi que l'assemblage de diverses composantes afin d'offrir à nos clients une plus grande valeur ajoutée. L'atteinte de ces jalons nous rapprochera davantage de

notre objectif stratégique qui consiste à offrir une gamme complète de solutions technologiques et à agir en tant qu'intégrateur de ces solutions auprès de nos clients.

En dépit des défis auxquels la société a fait face, l'appui constant de nos partenaires d'affaires est un gage de confiance envers notre stratégie et nous motive à redoubler d'ardeur dans nos initiatives de développement et de croissance. Le travail acharné et le dévouement de nos employés méritent également d'être reconnus à leur juste valeur.

Enfin, je tiens à remercier personnellement nos actionnaires pour leur appui et leur patience. Même si plusieurs facteurs exogènes, dont la santé de l'économie, sont hors de notre contrôle, la direction s'engage néanmoins à ce que l'investissement de nos actionnaires soit couronné de succès, et ce, dans les meilleurs délais possibles.

(s) Denis Bertrand

Denis Bertrand
Président du conseil et chef de la direction
Sigma Industries Inc.



RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Portée du rapport de gestion

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « la société », « nous » et « nos/notre » désignent Sigma Industries Inc. et ses filiales.

Le rapport qui suit se veut une révision des résultats d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société pour les exercices terminés le 25 avril 2009 et le 26 avril 2008 ainsi qu'une revue du quatrième trimestre. Il doit être lu en parallèle avec l'information figurant dans ses états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes pour les exercices terminés le 25 avril 2009 et le 26 avril 2008. Des renseignements complémentaires concernant Sigma Industries Inc. sont disponibles sur le site SEDAR à www.sedar.com.

Les renseignements suivants tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 20 août 2009, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé ce rapport de gestion.

Les états financiers consolidés de la société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus « PCGR » du Canada. Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'indication contraire.

Mesures financières non conformes aux PCGR

L'information comprise dans ce rapport de gestion renferme parfois certains renseignements qui ne sont pas des mesures financières conformes aux PCGR. Par exemple, la société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements ajusté (« BAIIA ajusté »), car cette mesure résulte du bénéfice net (perte nette) plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers et les amortissements et exclut le gain non récurrent sur règlement d'assurance, les frais de restructuration, les autres charges non monétaires et la moins-value autre que temporaire sur placement temporaire. Cette mesure permet à la direction d'évaluer le rendement opérationnel de la société et la performance de ses actifs. Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure de résultat définie conformément aux principes comptables généralement reconnus. Ce n'est pas une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation de la performance financière ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de performance calculées selon les PCGR.

Cette mesure est utilisée par la société parce que la direction estime qu'il s'agit d'un instrument utile d'évaluation de la performance. C'est un outil fréquemment utilisé par le monde des affaires pour analyser et comparer la performance d'entreprises dans les secteurs où la société et ses

filiales sont actives. Signalons que la définition de cette mesure adoptée peut différer de celles d'autres entreprises.

Rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net (perte nette)				
(en milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Exercices terminés les	
	25 avril 2009	26 avril 2008	25 avril 2009	26 avril 2008
Bénéfice net (perte nette)	(402)	602	(10 067)	(550)
PLUS :				
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(1 305)	(403)	(2 953)	(850)
Gain sur règlement d'assurance	-	-	-	(1 436)
Amortissements totaux	685	868	3 413	3 287
Frais financiers	517	493	1 741	1 843
Autres charges non monétaires	(40)	-	3 455	-
Frais de restructuration	(6)	-	554	-
Moins-value autre que temporaire sur placement temporaire	62	-	62	-
BAIIA ajusté	(489)	1 560	(3 795)	2 294

Survol de la société

Qui sommes-nous ?

Au 25 avril 2009, la société possède cinq filiales en propriété exclusive, soit :

- Sigma US Industries Inc. (« Sigma US ») et sa filiale Sigma OH Industries Inc. (« Sigma OH »), situées aux États-Unis dans l'État de l'Ohio, sont spécialisées dans la fabrication de pièces en composite pour le transport routier et en commun, notamment des pièces d'autobus et de camion, des pièces de machinerie agricole telles que des capots de tracteurs de ferme, ainsi que dans la conception de produits en composite de pointe qui sont destinés aux marchés des produits industriels.
- René Matériaux Composites Ltée (« René »), située à Saint-Éphrem-de-Beauce (Québec), est spécialisée dans la fabrication de pièces en composite pour le transport routier telles que les pièces de camions de classes 7 et 8. Au cours des trente dernières années, elle a développé des relations durables avec ses clients et ses fournisseurs pour devenir le leader dans son champ d'expertise. L'innovation, la créativité et la recherche de nouvelles technologies de production lui ont permis d'être reconnue à l'échelle mondiale par les plus importants manufacturiers de l'industrie du camion lourd. De plus, la filiale Groupe Synergy Composites Inc. « GSC » a été liquidée dans sa société mère René le 25 avril 2009.
- Transcam Composites Inc. (« Transcam »), située à Saint-Éphrem-de-Beauce (Québec), est spécialisée dans la fabrication de moules pour les clients de René et exploite une usine à Acton Vale (Québec), qui fabrique une variété de capots en composite pour les camions routiers de catégories 7 et 8 et les camions à fonctions particulières, de même que pour les tracteurs B6 de la série Magnum.

- Faroex Ltd. (« Faroex »), située à Gimli (Manitoba), est spécialisée dans la fabrication de composantes en matériaux composites pour l'industrie du transport routier, de l'agriculture et de l'énergie éolienne.
- PNS Tech Inc. (« PNS »), située à Saint-Agapit (Québec), est spécialisée dans la conception, la production et la distribution des pièces de rechange destinées à l'industrie agricole et à l'industrie du déneigement.

Objectifs de croissance

Pour l'exercice 2010, la stratégie de développement de la société consiste à:

- accroître les ventes en intensifiant la pénétration de nouveaux segments de marchés potentiels (Canada, États-Unis, Europe) dans le plancher en composite et l'assemblage de composantes;
- réduire les coûts de production par la modernisation de la machinerie et des équipements, la consolidation des plans de production; et
- poursuivre l'amélioration des produits existants et le développement de nouveaux produits à valeur ajoutée.

Sommaire financier 2009:

- Les ventes de la société ont atteint 57,5 millions de dollars comparativement à 69,8 millions de dollars en 2008. Cette diminution de 17,6 % est principalement attribuable au repli des ventes dans l'industrie du camion lourd - classe 8 pour les mois de mai 2008 à avril 2009 (voir tableaux dans la section du Survol de l'industrie du camion de classe 8), à la faiblesse généralisée de l'économie mondiale et au retrait de la fabrication de certains composants destinés aux marchés de l'équipement agricole et de l'autobus, tel qu'annoncé par voie de communiqué de presse le 2 décembre 2008.
- Le BAIIA ajusté de l'exercice 2009 est négatif de 3,8 millions de dollars par opposition à 2,3 millions de dollars pour l'exercice 2008 en raison de dépassements de coûts liés à des problèmes d'implantation de nouveaux procédés technologiques aux installations de Sigma OH ayant notamment causé un recours accru à la sous-traitance. Ces coûts excédentaires sont essentiellement liés aux contrats pour lesquels la société a cessé la fabrication.
- La perte nette a atteint 10,1 millions de dollars pour l'exercice 2009 comparativement à une perte nette de 0,5 million de dollars en 2008 en raison des facteurs mentionnés précédemment et de charges non monétaires de 3,5 millions de dollars liées majoritairement à une fermeture d'usine.

- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour l'exercice 2009 ont utilisé des fonds de 5,6 millions de dollars, en baisse de 6,7 millions de dollars par rapport à l'exercice 2008.

Renseignements financiers annuels des exercices terminés les 25 avril 2009 et 26 avril 2008

Les résultats consolidés de la société aux 25 avril 2009 et 26 avril 2008 incluent les résultats des sociétés suivantes :

- Faroex, PNS, Sigma, René et sa filiale GSC et Transcam pour la période du 27 avril 2008 au 25 avril 2009, soit une période de 12 mois en 2009 et pour la période du 1^{er} mai 2007 au 26 avril 2008, soit une période de 12 mois en 2008;
- Sigma US et Sigma OH pour la période du 27 avril 2008 au 25 avril 2009, soit une période de 12 mois en 2009 et pour la période du 29 février 2008 au 26 avril 2008, soit une période de 2 mois en 2008.

Survol de l'industrie du camion de classe 8 (poids lourd)

Entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2007, les nouvelles normes de la US Environmental Protection Agency (EPA) portant sur le carburant diesel et les émissions de gaz à effet de serre ont eu une influence significative sur les ventes de camions de classe 5 à 8 depuis 2006. De plus, depuis l'année civile 2008, les ventes accusent l'effet de la récession mondiale et de volatilité du prix du carburant.

Le tableau 1 chiffre les ventes mensuelles de camion classe 8 (33 001 lbs et +) pour la période de trois mois terminée le 25 avril 2009, par manufacturier :

TABLEAU 1

Ventes Camion au détail Classe 8 – Mois février 2009 à avril 2009

Compagnie	Fev. 2009		Mars 2009		Avril 2009		Trimestre 4-2009		Trimestre 4 -2008	
	Unités	Variation année précédente %	Unités	Variation année précédente %	Unités	Variation année précédente %	Unités	Variation année précédente %	Unités	Variation trimestre année précédente %
Freightliner	1 335	(45,6%)	2 517	(0,7%)	1 551	(51,2%)	5 403	(33,9%)	8 169	(42,0%)
International	1 729	(23,0%)	2 252	(14,5%)	1 987	(22,8%)	5 968	(19,9%)	7 453	0,0%
Kenworth	775	(43,8%)	920	(28,3%)	752	(53,4%)	2 447	(42,7%)	4 274	(22,3%)
Mack	453	(46,6%)	436	(55,6%)	652	(45,7%)	1 541	(49,1%)	3 030	(19,2%)
Peterbilt	837	(29,1%)	857	(39,6%)	802	(50,3%)	2 496	(40,8%)	4 215	(25,1%)
Volvo	745	(50,0%)	639	(24,1%)	618	(30,1%)	2 002	(37,7%)	3 215	(33,2%)
Sterling	312	(40,8%)	521	(13,7%)	243	(69,7%)	1 076	(44,3%)	1 932	(49,2%)
Autres	50	(52,4%)	80	(31,6%)	59	(51,2%)	189	(44,9%)	343	(61,7%)
Total	6 236	(39,0%)	8 222	(21,1%)	6 664	(44,4%)	21 122	(35,3%)	32 631	(29,0%)

Source: Automotive News Data Center

Le tableau 2 indique les ventes de camions de classe 8 (33 001 lbs et +) par trimestre pour les années 2004 à 2009 et harmonisées avec les trimestres financiers de la société :

TABLEAU 2

Ventes Camion au détail Classe 8 - par trimestre selon l'exercice financier de la société

Année	Trimestre 1		Trimestre 2		Trimestre 3		Trimestre 4		Total	
	Unités	Variation Trimestre précédent	Unités	Variation Trimestre précédent	Unités	Variation Trimestre précédent	Unités	Variation Trimestre précédent	Unités	Variation Année précédente
		%		%		%		%		%
2009	34 211	4,8%	33 686	(1,5%)	30 719	(8,8%)	21 122	(31,2%)	119 738	(7,0%)
2008	32 870	(28,4%)	31 263	(4,9%)	31 943	2,2%	32 631	2,2%	128 707	(50,2%)
2007	72 725	3,0%	72 462	(0,4%)	67 556	(6,8%)	45 934	(32,0%)	258 677	(2,9%)
2006	65 747	13,2%	66 678	1,4%	63 247	(5,1%)	70 591	11,6%	266 263	19,4%
2005	50 691	12,1%	56 398	11,3%	57 872	2,6%	58 092	0,4%	223 053	38,8%
2004	38 620	32,0%	38 387	(0,6%)	38 531	0,4%	45 218	17,4%	160 756	11,8%

Le tableau 3 indique les ventes de camions de classe 8 (33 001 lbs et +) annualisées pour les années 2004 à 2009 et harmonisées avec les exercices financiers de la société par manufacturier :

TABLEAU 3

Ventes camion au détail classe 8- Périodes de douze mois terminées en avril

Compagnie	2005		2006		2007		2008		2009	
	Unités	Variation Année précédente	Unités	Variation Année précédente	Unités	Variation Année précédente	Unités	Variation Année précédente	Unités	Variation Année précédente
		%		%		%		%		%
Freightliner	65 245	27,9%	78 653	20,6%	72 801	(7,4%)	28 012	(61,5%)	31 260	11,6%
International	43 258	65,4%	48 074	11,1%	47 630	(0,9%)	28 163	(40,9%)	30 569	8,5%
Kenworth	24 959	44,9%	29 239	17,2%	30 845	5,5%	17 137	(44,4%)	13 667	(20,3%)
Mack	23 055	34,1%	28 972	25,7%	25 085	(13,4%)	11 793	(53,0%)	10 120	(14,2%)
Peterbilt	28 188	40,3%	32 086	13,8%	34 052	6,1%	17 803	(47,7%)	15 550	(12,7%)
Volvo	22 208	37,1%	28 568	28,6%	27 501	(3,7%)	13 906	(49,4%)	10 914	(21,5%)
Sterling	13 075	28,7%	16 609	27,0%	16 168	(2,7%)	9 572	(40,8%)	6 504	(32,1%)
Autres	3 065	13,9%	4 062	32,5%	4 595	13,1%	2 321	(49,5%)	1 154	(50,3%)
Total	223 053	38,8%	266 263	19,4%	258 677	(2,9%)	128 707	(50,2%)	119 738	(7,0%)

Source: Automotive News Data Center

Résultats d'exploitation consolidés pour l'exercice terminé le 25 avril 2009

Résultats consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Exercices terminés les		
	25 avril 2009	26 avril 2008	30 avril 2007
	\$	\$	\$
Ventes	57 483	69 769	83 161
BAlIA ajusté	(3 795)	2 294	9 416
Bénéfice (perte) avant impôts	(13 020)	(1 401)	5 184
Bénéfice net (perte nette)	(10 067)	(550)	3 651
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation			
de base	42 899 095	42 899 095	35 092 429
dilué	42 899 095	43 228 059	37 057 644
Bénéfice net (perte nette) par action			
de base	(0,235)	(0,013)	0,104
dilué(e)	(0,235)	(0,013)	0,099

Ventes

Les ventes consolidées de l'exercice 2009 ont atteint 57,5 millions de dollars comparativement à 69,8 millions de dollars lors de l'exercice 2008. La diminution de 12,3 millions de dollars, ou 17,6 %, est principalement attribuable à une réduction de l'activité dans le marché du camion lourd découlant de la faiblesse de l'économie mondiale ainsi qu'au retrait de la fabrication de certains composants destinés aux marchés de l'équipement agricole et de l'autobus, tel qu'annoncé par voie de communiqué de presse le 2 décembre 2008. L'apport de Sigma OH pour l'exercice 2009 s'est chiffré à 7,8 millions de dollars comparativement à 0,9 million de dollars pour les deux derniers mois de l'exercice 2008.

Les conditions défavorables dans le marché du camion lourd ont entraîné une baisse des ventes de l'ordre de 14,4 millions de dollars. De plus, la diminution d'un peu plus de 1,0 million de dollars des ventes dans le secteur des produits de déneigement découle d'une volonté de se concentrer sur les produits à plus forte contribution. Quant à elles, les ventes destinées au marché de l'énergie éolienne ont accusé un repli de 0,3 million de dollars, ou 9,4%, en raison d'un ralentissement causé par un accès plus restreint au crédit et du retard dans la connexion de certains parcs d'éoliennes au réseau nord-américain de transmission d'électricité.

En revanche, les livraisons de composants pour le marché de l'autobus ont augmenté de 2,8 millions de dollars, ou 83,4 %, traduisant l'apport de nouveaux contrats pour lesquels la production a débuté en seconde moitié d'exercice. Pour leur part, les ventes de produits industriels ont affiché une progression de 0,4 million de dollars, reflétant la contribution de Sigma OH pour l'ensemble de l'exercice 2009.

Informations sectorielles

Ventes par famille de produits (en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les				Exercices terminés les			
	25 avril 2009		26 avril 2008		25 avril 2009		26 avril 2008	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Camions lourds-classe 8	5 242	46,6 %	9 732	56,7 %	28 119	48,9 %	42 487	60,9 %
Produits de déneigement	636	5,6 %	1 632	9,5 %	6 558	11,4 %	7 622	10,9 %
Autobus	2 179	19,4 %	738	4,2 %	6 095	10,6 %	3 324	4,8 %
Produits agricoles	1 076	9,5 %	1 770	10,3 %	5 758	10,0 %	6 014	8,6 %
Produits industriels	369	3,3 %	1 908	11,1 %	5 074	8,8 %	4 708	6,7 %
Énergie éolienne	576	5,1 %	901	5,2 %	3 192	5,6 %	3 523	5,1 %
Autres	1 179	10,5 %	505	3,0 %	2 687	4,7 %	2 091	3,0 %
	11 257	100,0 %	17 186	100,0 %	57 483	100,0 %	69 769	100,0 %

Ventes par secteur géographique (en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les				Exercices terminés les			
	25 avril 2009		26 avril 2008		25 avril 2009		26 avril 2008	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
États-Unis	7 108	63,1 %	11 058	64,3 %	36 027	62,7 %	47 637	68,3 %
Canada	3 816	33,9 %	6 043	35,2 %	19 989	34,8 %	21 223	30,4 %
Asie	174	1,6 %	48	0,3 %	721	1,3 %	356	0,5 %
Europe	49	0,4 %	28	0,2 %	392	0,7 %	214	0,3 %
Australie	89	0,8 %	-	-	216	0,4 %	58	0,1 %
Amérique du Sud	21	0,2 %	9	0,0 %	138	0,1 %	281	0,4 %
	11 257	100,0 %	17 186	100,0 %	57 483	100,0 %	69 769	100,0 %

Les ventes provenant des États-Unis ont totalisé 36,0 millions de dollars, soit 62,7 % des ventes de l'exercice 2009, comparativement à 47,6 millions de dollars, ou 68,3 % des ventes pour l'exercice précédent. La diminution des ventes effectuées auprès de clients américains est principalement due à la baisse d'activité dans le marché du camion lourd découlant du ralentissement économique mondial affectant plus particulièrement les États-Unis.

Les ventes provenant des cinq clients les plus importants ont représenté 63,9 % des ventes totales de la société au cours de l'exercice 2009, comparativement à 74,8 % lors de l'exercice 2008. Deux de ces clients représentaient plus de 10 % des ventes totales de la société pour les exercices 2009 et 2008. En 2009, le client le plus important représentait des ventes de plus de 1,4 fois (1,4 fois en 2008) supérieures à celles représentées par le deuxième client en importance de la société.

De façon générale, les ventes de la société ne sont pas tributaires de facteurs saisonniers, exception faite des ventes de produits de déneigement et de produits agricoles. Néanmoins, ces deux catégories de produits tendent à avoir des fluctuations saisonnières contraires qui minimisent l'impact de la saisonnalité sur les résultats d'exploitation consolidés.

Coût des ventes et frais d'exploitation

Le coût des ventes et les frais d'exploitation ont totalisé 107,4 % des ventes de la société lors de l'exercice terminé le 25 avril 2009 comparativement à 96,7 % des ventes à l'exercice précédent. Ce déficit reflète principalement des dépassements de coûts sur la fabrication de certains composants destinés aux marchés de l'autobus et de l'équipement agricole pour lesquels la société a depuis cessé la production. Ces coûts excédentaires sont attribuables à des problèmes d'implantation de nouveaux procédés de fabrication aux installations de Sigma OH, en Ohio, ayant notamment causé un recours accru à la sous-traitance. De plus, la diminution du volume dans l'industrie du camion lourd a eu une influence négative sur l'absorption des frais fixes.

BAIIA ajusté

La perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée a atteint 3,8 millions de dollars à l'exercice 2009 par opposition à un BAIIA ajusté de 2,3 millions de dollars pour l'exercice 2008. Les opérations canadiennes ont généré un BAIIA ajusté de 1,2 million de dollars, soit 2,4 % des ventes, au cours de l'exercice 2009, comparativement à un BAIIA ajusté de 2,4 millions de dollars, ou 3,5 % des ventes, lors de l'exercice 2008. Pour sa part, la filiale étrangère autonome Sigma US a enregistré une perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée de 5,0 millions de dollars à l'exercice 2009 en raison des dépassements de coûts mentionnés précédemment. Pour les deux derniers mois de l'exercice 2008, la perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée de Sigma US s'était chiffrée à 107 512 \$.

Les fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar US ont réduit le BAIIA ajusté de l'exercice 2009 d'environ 225 000 \$ comparativement à l'exercice précédent.

Gain de change

La société a enregistré un gain de change de 454 447 \$ lors de l'exercice 2009. Ce gain provient surtout des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US, passant d'un taux de clôture au 26 avril 2008 de 1,0163 à un taux de 1,2097 au 25 avril 2009. Pour réduire l'impact des gains ou pertes de change futurs, la société a conclu des contrats lui permettant de vendre ou d'acheter des devises étrangères à divers taux de change à terme, lesquels se résument comme suit :

Description	Date d'expiration	Montant contractuel \$	Taux contractuel moyen pondéré \$
Au 25 avril 2009			
Vente de dollars US	Mai 2009 à avril 2010	3 800 000	1,1750
Au 26 avril 2008			
Vente de dollars US	Mai 2008 à mai 2009	2 550 000	1,0234
Achat de dollars US	Août 2008 à mars 2009	1 700 000	0,9839
Achat d'euros	Mai 2008 à octobre 2008	267 301	1,4456

Au 25 avril 2009, le bilan consolidé de la société affichait un passif net non réalisé de 116 586 \$. Au cours de l'exercice 2009, la société a vendu 9,1 millions de dollars US à un taux de change

moyen de 1,0338, tandis qu'elle avait vendu 14,4 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,0494 pendant l'exercice 2008.

Frais financiers

Les frais financiers de l'exercice 2009 ont atteint 1,7 million de dollars, soit une légère baisse par rapport à 1,8 million de dollars lors de l'exercice précédent. Malgré un endettement moyen plus élevé au cours de l'exercice 2009, la diminution s'explique par une baisse des taux d'intérêt entre les deux périodes de comparaison.

Au 25 avril 2009, environ 70,9 % de la dette à long terme, soit 15,8 millions de dollars sur une dette à long terme totale de 22,3 millions de dollars (incluant la partie à court terme, mais excluant les frais de financement reportés), était à taux variable.

Amortissements

Les amortissements de l'exercice 2009 ont atteint 3,4 millions de dollars, comparativement à 3,3 millions de dollars lors de l'exercice 2008. Cette légère augmentation est principalement attribuable à l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de Sigma OH pour l'ensemble de l'exercice financier, ainsi qu'à une automatisation et une robotisation accrue des opérations. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une diminution des amortissements découlant de la radiation des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de GSC, tel que détaillé ci-dessous.

Autres charges non monétaires, frais de restructuration et gain sur règlement d'assurance

Pour l'exercice terminé le 25 avril 2009, la société a comptabilisé des charges non monétaires atteignant 3,5 millions de dollars. Ces charges portent sur la radiation d'éléments d'actif de Sigma OH et de GSC, dont l'usine a fermé ses portes à la fin du mois de décembre 2008. Les charges ont été comptabilisées au second trimestre de l'exercice 2009 et se détaillent ainsi :

- 1- 1,3 million de dollars pour la radiation d'immobilisations corporelles, dont la majorité provient de l'outillage lié aux contrats dont la production a été abandonnée par Sigma OH;
- 2- 1,4 million de dollars en lien avec la dépréciation des actifs incorporels de GSC;
- 3- 0,8 million de dollars afin de radier l'écart d'acquisition comptabilisé lors de l'acquisition de GSC.

Pour l'exercice terminé le 25 avril 2009, la société a inscrit des frais de restructuration totalisant 554 356 \$ représentant des honoraires professionnels (303 013 \$) ainsi que des indemnités de départ et de mise à pied (251 343 \$) dans les différentes filiales de la société.

Le 11 février 2008, la société a reçu l'indemnisation finale suite à la réclamation d'assurance liée à l'incendie des installations de René Matériaux Composites à St-Éphrem-de-Beauce, le 19 octobre 2005. Un gain sur règlement d'assurance d'un montant de 1,4 million de dollars a été comptabilisé à l'état des résultats de l'exercice 2008. Au cours de l'exercice de 2008, la société avait encaissé une somme de 7,1 millions de dollars pour une indemnisation totale de 13,1 millions de dollars relativement à ce sinistre.

Recouvrement d'impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice terminé le 25 avril 2009, la société a bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 3,0 millions de dollars (ou 22,3 % de la perte avant impôts) comparativement à un recouvrement de 0,9 million de dollars (ou 60,7 % de la perte avant impôts) lors de l'exercice précédent. Le plus faible taux de recouvrement de l'exercice 2009 s'explique par la radiation antérieure des actifs d'impôts futurs de la filiale Sigma OH. Ainsi, pour l'instant, l'entité ne peut se prévaloir d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices. Le taux de recouvrement plus élevé à l'exercice 2008 provenait essentiellement du changement dans les taux d'imposition statutaires et futurs de la société ainsi que d'un règlement suite à une vérification des autorités fiscales.

Le taux d'imposition statutaire combiné du gouvernement fédéral canadien et du gouvernement provincial pour la société s'élevait à 30,90 % pour l'exercice 2009 et à 31,65 % pour 2008.

Perte nette

La perte nette de la société pour l'exercice terminé le 25 avril 2009 s'est élevée à 10,1 millions de dollars, soit 0,235 \$ par action sur une base diluée, comparativement à une perte nette de 0,6 million de dollars, soit 0,013 \$ par action sur une base diluée pour l'exercice terminé le 26 avril 2008. Cette augmentation de la perte nette résulte principalement des dépassements de coûts mentionnés précédemment ainsi qu'à la baisse d'activité dans le marché du camion lourd.

Excluant l'apport du gain sur règlement d'assurance, et déduction faite des impôts afférents, l'exercice 2008 se serait soldé par une perte nette de 1,5 million de dollars.

Situation financière

Données tirées des bilans consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Aux	
	25 avril 2009	26 avril 2008
	\$	\$
Actif à court terme	16 974	22 305
Actif total	46 558	57 035
Passif à court terme	15 230	17 992
Dette à long terme (incluant la partie à court terme)	21 837	19 644
Passif total	36 927	36 722
Capitaux propres	9 631	20 313

Actif

L'actif total s'élève à 46,6 millions de dollars au 25 avril 2009, en baisse de près de 10,5 millions de dollars comparativement à 57,0 millions de dollars au 26 avril 2008.

Les actifs à court terme ont diminué de 5,3 millions de dollars pour atteindre 17,0 millions de dollars. Ce repli est principalement attribuable à une baisse de 4,3 millions de dollars de la valeur des comptes débiteurs découlant du recul des ventes et à une baisse de 0,6 million de dollars des charges payées d'avance suite à l'appariement, à la fin de l'exercice 2008, des dates d'échéance des polices d'assurance avec la fin de l'exercice financier 2009.

Quant aux actifs à long terme, les immobilisations corporelles ont diminué de 0,7 million de dollars compte tenu d'une charge d'amortissement légèrement supérieure à 2,0 millions de dollars ainsi que de la radiation d'immobilisations corporelles liées à l'abandon de certains contrats et à la fermeture de l'usine de GSC. Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'acquisition d'immobilisations corporelles totalisant 1,2 million de dollars et l'accroissement de la valeur des immobilisations liées à la filiale américaine suite à l'appréciation du dollar US.

La valeur des actifs incorporels atteignait 5,0 millions de dollars au 25 avril 2009, en baisse de 2,6 millions de dollars comparativement à un an plus tôt. Cette diminution s'explique par une charge d'amortissement de 1,3 million de dollars ainsi que par une dépréciation de près de 1,4 million de dollars des actifs incorporels liés à la filiale GSC. Le solde consolidé des écarts d'acquisition affichait 1,7 million de dollars en date du 25 avril 2009 comparativement à 2,5 millions de dollars un an plus tôt en raison de la radiation de l'écart d'acquisition propre à GSC, qui s'élevait à 0,8 million de dollars.

Passif

Au 25 avril 2009, le passif total de la société est demeuré pratiquement inchangé, s'établissant à 36,9 millions de dollars comparativement à 36,7 millions de dollars au 26 avril 2008.

La valeur du passif à court terme a diminué de 2,8 millions de dollars pour atteindre 15,2 millions de dollars. Cette baisse reflète essentiellement une diminution de près de 2,5 millions de dollars de la valeur des comptes créditeurs et charges en raison du repli des ventes.

Au 25 avril 2009, les emprunts bancaires de la société totalisaient 3,5 millions de dollars sur une marge de crédit bancaire autorisée de 10,0 millions de dollars en devise canadienne, portant intérêt au taux préférentiel plus 3,5 % (plus 0,5 % avant le 25 avril 2009). La société dispose également d'une marge de crédit bancaire de 1,0 million de dollars en devise américaine, portant intérêt au taux préférentiel américain plus 4,0 % (plus 0,5 % avant le 25 avril 2009) et d'une marge de crédit immobilière de 1,0 million de dollars en devise canadienne, portant intérêt au taux préférentiel plus 4,0 % (plus 0,6 % avant le 25 avril 2009). Elle dispose aussi d'une facilité de crédit de 2,0 millions de dollars pour le risque lié à la conversion des devises et d'un crédit de 250 000 \$ pour le risque lié au règlement relatif aux transferts de fonds électroniques. Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement.

La dette à long terme, incluant la partie à court terme et les frais de financement reportés, s'élevait à 21,8 millions de dollars au 25 avril 2009, un niveau supérieur à l'endettement à long terme de 19,6 millions de dollars affiché au 26 avril 2008.

Ratios financiers

En vertu de ses ententes de crédit, la société s'est engagée à respecter certaines conditions ainsi que certains ratios financiers, lesquels sont respectés au 25 avril 2009.

Liquidités, flux de trésorerie et financement

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie aux dates indiquées.

Flux de trésorerie (en milliers de dollars canadiens)	<u>Trois mois terminés les</u>		<u>Exercices terminés les</u>	
	25 avril 2009	26 avril 2008	25 avril 2009	26 avril 2008
Activités d'exploitation	(74)	7 112	(3 004)	8 429
Activités de financement	(862)	(1 832)	4 481	(661)
Activités d'investissement	(40)	(4 730)	(1 798)	(7 591)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	116	(160)	(329)	(160)
Variation nette de la trésorerie	(860)	390	(650)	17
Trésorerie au début	863	263	653	636
Trésorerie à la fin	3	653	3	653

Les activités d'investissement liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles de la société ont été principalement financées par les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ainsi que par ses facilités de crédit.

La société est d'avis que ses liquidités, ajoutées à sa facilité de crédit renouvelable et aux fonds générés par ses activités au cours des prochains trimestres, seront suffisantes pour répondre à ses besoins de trésorerie dans un avenir prévisible. Toutefois, il est possible que des projets d'acquisition d'entreprises exigent de nouvelles sources de financement.

Activités d'exploitation

Au cours de l'exercice terminé le 25 avril 2009, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont réduit les liquidités de 5,6 millions de dollars comparativement à une augmentation des liquidités de 1,1 million de dollars pour l'exercice terminé le 26 avril 2008. Cette diminution s'explique essentiellement par l'augmentation de la perte nette de la société.

La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement a généré des liquidités de 2,6 millions de dollars durant l'exercice 2009, principalement en raison d'une diminution des comptes débiteurs et des charges payées d'avance. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une baisse des comptes créditeurs et charges. La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement avait entraîné une hausse des liquidités de 7,4 millions de dollars lors de l'exercice 2008.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont ainsi réduit les liquidités de 3,0 millions de dollars pour l'exercice 2009, comparativement à une augmentation des liquidités de l'ordre de 8,4 millions de dollars un an plus tôt.

Activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré des liquidités de 4,5 millions de dollars au cours de l'exercice 2009 provenant essentiellement d'une hausse de l'endettement total de la société, et ce, tant au niveau de ses emprunts nets à long terme pour un montant de

1,3 million de dollars, qu'à celui des emprunts bancaires pour une somme de 3,5 millions de dollars. Pour l'exercice 2008, les flux de trésorerie liés aux activités de financement avaient généré des liquidités de 0,7 million de dollars.

Activités d'investissement

Pour l'exercice terminé le 25 avril 2009, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont réduit la trésorerie de 1,8 million de dollars en raison principalement de l'achat de machinerie et d'équipements totalisant 1,2 million de dollars. Ces achats sont liés au programme d'automatisation et de robotisation de la société visant à réduire les coûts, tel que défini dans sa stratégie de développement. Lors de l'exercice 2008, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont requis des liquidités de 7,6 millions de dollars en raison principalement de l'acquisition de Sigma OH en février 2008.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE PAR TRIMESTRE (NON VÉRIFIÉ)

Sommaire des résultats trimestriels consolidés (non vérifiés, en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Exercice terminé le 25 avril 2009	26 juillet 2008	25 octobre 2008	24 janvier 2009	25 avril 2009	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	15 209	16 761	14 256	11 257	57 483
BAlIA ajusté *	382	(2 732)	(956)	(489)	(3 795)
Perte avant impôts	(895)	(8 088)	(2 330)	(1 707)	(13 020)
Perte nette	(599)	(7 101)	(1 965)	(402)	(10 067)
Nombre moyen pondéré d'actions en circ.					
de base	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095
dilué	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095
Perte nette par action					
de base	(0,014)	(0,166)	(0,046)	(0,009)	(0,235)
diluée	(0,014)	(0,166)	(0,046)	(0,009)	(0,235)
Exercice terminé le 26 avril 2008	28 juillet 2007	27 octobre 2007	26 janvier 2008	26 avril 2008	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	18 780	19 034	14 769	17 186	69 769
BAlIA ajusté *	(118)	437	414	1 560	2 294
Bénéfice (perte) avant impôts	(1 332)	(819)	551	199	(1 401)
Bénéfice net (perte nette)	(935)	(583)	365	602	(550)
Nombre moyen pondéré d'actions en circ.					
de base	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095
dilué	43 113 362	43 013 792	42 899 095	42 899 095	43 228 059
Bénéfice net (perte nette) par action					
de base	(0,022)	(0,014)	0,009	0,014	(0,013)
dilué(e)	(0,022)	(0,014)	0,009	0,014	(0,013)

* Le BAlIA ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR qui résulte du bénéfice net (perte nette) plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers et les amortissements et exclut le gain non récurrent sur règlement d'assurance, les frais de restructuration, les autres charges non monétaires et la moins-value autre que temporaire sur placement temporaire.

**Données tirées des bilans consolidés
(non vérifiés, en milliers de dollars canadiens)**

	26 juillet 2008	25 octobre 2008	24 janvier 2009	25 avril 2009
	\$	\$	\$	\$
Actif à court terme	22 359	26 300	20 718	16 974
Actif total	56 965	59 640	53 255	46 558
Passif à court terme	18 719	43 747	39 463	15 230
Passif total	37 261	47 961	43 368	36 927
Capitaux propres	19 704	11 679	9 887	9 631

	28 juillet 2007	27 octobre 2007	26 janvier 2008	26 avril 2008
	\$	\$	\$	\$
Actif à court terme	27 915	25 786	25 278	22 305
Actif total	57 892	56 445	56 029	57 035
Passif à court terme	22 757	22 563	20 911	17 992
Passif total	37 986	37 111	36 336	36 722
Capitaux propres	19 906	19 334	19 693	20 313

Résultats du quatrième trimestre

Ventes

Les ventes du quatrième trimestre terminé le 25 avril 2009 ont atteint 11,3 millions de dollars comparativement à 17,2 millions de dollars pour la même période l'an dernier, soit un recul de 5,9 millions de dollars. Ce repli est essentiellement imputable au ralentissement économique ayant causé une baisse d'activité dans les marchés du camion lourd et des produits industriels, de même qu'à un recul des ventes de produits de déneigement et agricoles suite à la décision de la société de se concentrer sur les produits à plus forte contribution. En revanche, les ventes destinées au marché de l'autobus ont triplé pour atteindre 2,2 millions de dollars suite à l'obtention de nouveaux contrats.

L'apport de Sigma OH pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009 s'est élevé à 1,9 million de dollars comparativement à 0,9 million de dollars pour les deux derniers mois du quatrième trimestre de l'exercice 2008.

Le coût des ventes et les frais d'exploitation a atteint 105,3 % des ventes lors du quatrième trimestre terminé le 25 avril 2009, comparativement à 92,6 % des ventes un an plus tôt.

BAIIA ajusté

La perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée s'est élevée à 489 743 \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2009 comparativement à un BAIIA ajusté de 1,6 million de dollars pour la même période en 2008. Ce repli découle d'un volume de ventes moins élevé ayant eu une influence négative sur l'absorption des frais fixes.

Les opérations canadiennes ont généré un BAIIA ajusté de 400 821 \$, soit 4,3 % des ventes, au quatrième trimestre de l'exercice 2009, comparativement à un BAIIA ajusté de 1,7 million de dollars, ou 10,2 % des ventes, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2008. Quant à elle, la

filiale étrangère autonome Sigma US a enregistré une perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée de 890 564 \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2009 comparativement à une perte de 107 512 \$ un an auparavant.

Bénéfice net (perte nette)

Au quatrième trimestre de l'exercice 2009, la société a enregistré une perte nette de 402 150 \$, soit 0,009 \$ par action sur une base diluée, comparativement à un bénéfice net de 602 185 \$, soit 0,014 \$ par action sur une base diluée pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Capitaux propres

Capital social

Le tableau suivant présente les changements survenus à l'égard du capital social depuis le 1^{er} mai 2007 :

	25 avril 2009		26 avril 2008	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
<i>Solde au début de l'exercice</i>	42 899 095	13 125 309	42 899 095	13 126 424
Frais d'émission, déduction faite des impôts afférents de 525 \$ en 2008	-	-	-	(1 115)
<i>Solde à la fin de l'exercice</i>	<u>42 899 095</u>	<u>13 125 309</u>	<u>42 899 095</u>	<u>13 125 309</u>

En date du présent rapport de gestion, aucun changement n'est survenu dans le capital social de la société.

Options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et consultants

Le régime d'options d'achat d'actions de la société destiné à ses employés, ses dirigeants, ses administrateurs et ses consultants est entré en vigueur le 7 octobre 2005. Le nombre maximal d'actions pouvant être émis en vertu du régime est limité à 10 % du capital social émis et en circulation. La durée maximale des options est de cinq ans. Les options peuvent être exercées selon les termes définis par le conseil d'administration au moment de leur octroi. Le prix d'acquisition des actions en vertu du régime ne peut être inférieur au cours escompté.

Le tableau suivant présente les renseignements relatifs aux options d'achat d'actions en circulation et exerçables dans le cadre du régime en date du 25 avril 2009 :

	Nombre	Charges de rémunération totales (note a) \$
Nombre et charges de rémunération totales des options d'achats d'actions octroyées depuis l'instauration du régime	2 425 000	550 677
Charges de rémunération à base d'actions pour les exercices précédents		519 973
Incidence des options exercées et forcloses sur les charges de rémunération		13 886
Charges de rémunération à base d'actions au cours de l'exercice		16 819
Options en circulation au 25 avril 2009	1 355 000	
Options exerçables au 25 avril 2009	1 355 000	
Options exercées depuis l'instauration du régime	540 000	
Options forcloses depuis l'instauration du régime (note b)	530 000	

Note a- Le montant des charges de rémunération totales durant leur période d'acquisition

Note b- Au cours des exercices terminés les 25 avril 2009 et 26 avril 2008, des montants de 84 496 \$ et 73 978 \$ ont été respectivement comptabilisés au surplus d'apport.

En date du présent rapport de gestion, aucun changement n'est survenu dans le régime d'options d'achat d'actions.

Bons de souscription

Le tableau suivant résume les informations relatives aux bons de souscription en circulation et exerçables au 25 avril 2009 :

Date de levée la plus tardive	Prix de levée	Nombre	Valeur monétaire (si exercé en totalité)
6 octobre 2010	0,40 \$	100 000	40 000
14 et 29 mars 2012	1,15 \$	2 778 159	3 194 883

Au cours de l'exercice, 5 551 947 bons de souscription ont échu le 29 septembre 2008 et le 31 janvier 2009 et un montant de 1 274 242 \$ a été comptabilisé au surplus d'apport. Aucun bon n'avait préalablement été exercé.

En date du présent rapport de gestion, aucun changement n'est survenu dans les bons de souscription en circulation et exerçables de la société.

PRINCIPALES CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la société sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers, de même que sur les postes de produits et de charges des exercices. Les principales

estimations de la société comprennent la juste valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des écarts d'acquisition, la provision pour créances irrécouvrables, la provision pour désuétude des stocks, la provision pour moins-value sur les actifs d'impôts futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels ainsi que certaines charges à payer. La direction est d'avis que ses estimations sont adéquates; toutefois, il est possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Les principales conventions comptables nécessitant une utilisation importante de jugements et d'estimations de la part de la direction sont présentées ci-dessous. La description complète des conventions comptables est présentée dans la section correspondante des états financiers consolidés dans le rapport annuel 2009 de la société.

Provision pour créances irrécouvrables

La société évalue le recouvrement de ses comptes débiteurs sur une base régulière en examinant les soldes à recevoir depuis un certain temps. Elle établit une provision pour créances irrécouvrables en fonction de ses expériences passées en matière de recouvrement des comptes débiteurs et en fonction des renseignements disponibles au sujet du statut des soldes de ses comptes débiteurs. Si la situation financière de ses clients se détériorait et faisait en sorte de diminuer leur capacité d'effectuer les versements requis, une provision additionnelle pourrait être requise, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les résultats futurs de la société.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif pour les matières premières et selon la méthode du prix de revient complet pour les produits en cours et les produits finis.

La société établit ces provisions selon les quantités en stock et en fonction des besoins prévus pour appuyer les ventes futures de ses produits. Il est possible que des provisions additionnelles soient requises si les ventes futures sont moindres que prévu ou si la répartition des ventes des produits s'avère très différente de ce qui est prévu, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les résultats futurs de la société.

Évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée sont soumis à un test de dépréciation lors d'événements ou de circonstances indiquant la possibilité d'un non-recouvrement des coûts. À cet égard, une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure aux flux monétaires futurs non actualisés que cet actif est censé procurer. Le montant de toute perte de valeur, s'il y a lieu, représente l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée font l'objet d'une moins-value dans le cas de toute dépréciation de la portion non amortie. Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est indéfinie sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment lors d'événements ou de circonstances pouvant indiquer une perte de valeur. Une perte de valeur existe lorsque la valeur comptable de l'actif incorporel excède sa juste valeur. Au

cours de l'exercice de 2009, une perte de valeur a été constatée à cet égard alors qu'en 2008, aucune perte de valeur n'avait été constatée à cet égard.

Finalement, les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle en fin d'exercice, ou plus fréquemment, si les indicateurs de dépréciation se manifestent, en ce qui concerne la juste valeur de chaque unité d'exploitation rattachée aux écarts d'acquisition. Une perte de valeur est constatée pour tout écart d'acquisition ayant fait l'objet d'une dépréciation. Au cours de l'exercice 2009, une perte de valeur a été constatée à cet égard alors qu'en 2008, aucune perte de valeur n'avait été constatée à cet égard.

Le chapitre 3062 du Manuel de l'ICCA « *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* » définit les normes que doivent adopter les entreprises pour constater, évaluer et présenter les écarts d'acquisition suite à leur constatation initiale ainsi que les actifs incorporels, et pour fournir l'information requise à cet égard. Ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment, si des événements ou des circonstances surviennent, indiquant qu'il est plus probable qu'improbable qu'ils aient subi une perte de valeur.

La recouvrabilité des écarts d'acquisition est déterminée au niveau des unités d'exploitation, au moyen d'un test de dépréciation en deux étapes. Premièrement, la valeur comptable nette de l'unité d'exploitation est comparée à sa juste valeur. Si la valeur comptable nette de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, la deuxième étape du test doit être effectuée. Lors de cette étape, le montant de toute perte de valeur des écarts d'acquisition représente l'excédent de la valeur comptable d'un écart d'acquisition sur sa juste valeur. Ce montant est porté aux résultats de la période au cours de laquelle elle survient. Aux fins de ce test de dépréciation, la juste valeur des écarts d'acquisition est estimée de la même façon que lors de regroupements d'entreprises, c'est-à-dire qu'elle représente l'excédent de la juste valeur d'une unité d'exploitation sur la juste valeur estimative de ses actifs nets identifiables.

En ce qui concerne les actifs à long terme, une perte de valeur existe lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs excède les flux monétaires futurs non actualisés que procurera cet actif ou ce groupe d'actifs. Le montant de toute perte de valeur représente l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur. La juste valeur des actifs à long terme est déterminée en fonction des flux monétaires actualisés.

Pour l'exercice terminé le 25 avril 2009, la société a effectué un examen complet de la performance actuelle et de l'orientation stratégique de ses filiales. Cet examen stratégique a révélé que plusieurs facteurs économiques tels que la crise financière actuelle à l'échelle mondiale, la baisse dans la demande de certains produits manufacturés et la crise pour l'obtention de crédit à terme aux États-Unis pouvaient avoir un impact sur la société. Par conséquent, la société a effectué une analyse en profondeur afin de déterminer s'il était pertinent de conserver la fabrication de certains produits et de garder certains marchés. De plus, étant donné la présence de ces facteurs, des changements ont été apportés à l'estimation de la valeur de réalisation pour l'une des filiales de la société. L'examen stratégique portait sur la valeur de certains actifs, y compris les stocks, les comptes débiteurs, les actifs incorporels et l'écart d'acquisition dans la filiale.

Suite à l'examen décrit ci-dessus, la société a inscrit des charges non monétaires de 3 455 346 \$ qui sont principalement liées à l'une des filiales. Ces charges se détaillent comme suit :

	2009 \$	2008 \$
Immobilisations corporelles	1 266 404	-
Actifs incorporels	1 352 809	-
Écart d'acquisition	836 133	-
	<hr/>	
Total	3 455 346	-
	<hr/>	

Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers détenus aux fins de transaction sont constatés à la juste valeur, et les variations sont comptabilisées au résultat net. Les actifs et passifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et autres passifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur ou au coût s'il n'existe pas de cotations publiées sur un marché actif et les variations sont comptabilisées au résultat étendu.

La société a choisi de capitaliser les frais de transaction lors de la comptabilisation initiale et de les présenter avec les instruments financiers afférents. Ils sont par la suite amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le tableau suivant résume le modèle comptable que la société a choisi d'appliquer à chacune de ses principales catégories d'instruments financiers:

Trésorerie	Détenue à des fins de transaction
Placement temporaire	Actif disponible à la vente
Comptes débiteurs	Prêts et créances
Contrat dérivés de change à terme	Détenus à des fins de transaction
Autres passifs financiers	Détenus à des fins autres que de transaction

Nouvelles normes comptables et prises de position

Le 27 avril 2008, la société a adopté les nouvelles normes suivantes publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») :

Le chapitre 1535 « *Informations à fournir concernant le capital* » établit des normes pour la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Le chapitre décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital. Le chapitre cherche à savoir si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital, et sinon, les conséquences de cette dérogation.

Le chapitre 3031 « *Stocks* » établit le traitement comptable des stocks. Il donne des commentaires sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y

compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Il donne également des commentaires sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks.

Le chapitre 3862 « *Instruments financiers – informations à fournir* » établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers à l'égard de la situation financière et de la performance financière de l'entité; et la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques.

Le chapitre 3863 « *Instruments financiers – présentation* » établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il reprend les normes de présentation établies par le chapitre 3861 « *Instruments financiers – informations à fournir et présentation* ».

L'ICCA a modifié le chapitre 1400 « *Normes générales de présentation des états financiers* » pour y inclure les critères permettant de déterminer et de présenter la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation (hypothèse de la continuité de l'exploitation).

La société a appliqué ces changements prospectivement. L'application de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la société.

Modifications comptables futures

L'ICCA a publié le nouveau chapitre 3064, « *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* », qui remplace le chapitre 3062, « *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* » et le chapitre 3450, « *Frais de recherche et de développement* », qui s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels de la société pour l'exercice débutant le 26 avril 2009. Ce chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels.

En janvier 2009, l'ICCA a publié les chapitres 1582 « *Regroupements d'entreprises* », 1601 « *États financiers consolidés* » et 1602 « *Participations sans contrôle* ».

Le chapitre 1582 sera en convergence avec l'IFRS 3, « *Regroupements d'entreprises* ». Le chapitre 1602 sera en convergence avec les dispositions de l'IAS 27, « *États financiers consolidés et individuels* », concernant les participations sans contrôle. Enfin le chapitre 1601 reprendra les exigences du chapitre 1600 « *États financiers consolidés* », autres que celles touchant les participations sans contrôle.

Le chapitre 1582 s'applique aux opérations où l'acquéreur obtient le contrôle d'une ou de plusieurs entreprises. Le terme « entreprise » est défini plus largement que dans la norme existante. La plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge, y compris les passifs éventuels considérés comme « improbables », seront évalués à leur juste valeur. Les coûts d'acquisition doivent être passés en charges.

En vertu du chapitre 1602, toute participation ne donnant pas le contrôle sera comptabilisée comme une composante distincte des capitaux propres. Le calcul du résultat net ne

comporte aucune déduction au titre des participations sans contrôle. Le résultat net sera plutôt réparti entre les participations donnant le contrôle et les participants sans contrôle.

Les nouvelles normes entreront en vigueur en 2011.

La société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

Harmonisation des normes canadiennes et internationales

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2012 selon les IFRS. La société est à concevoir la planification de sa conversion aux normes IFRS et prévoit couvrir dans ce plan les différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la société, les changements sur la communication de l'information financière ainsi que sur les technologies de l'information.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES

Juste valeur

La trésorerie, le placement temporaire, les contrats dérivés de change à terme et les emprunts bancaires sont comptabilisés à la juste valeur alors que les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et charges ainsi que la dette à long terme sont des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme ou des taux courants du marché pour la majorité des emprunts inclus dans la dette à long terme.

Risque de crédit

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la société à un risque de concentration de crédit se composent principalement de trésorerie et de comptes débiteurs. La trésorerie est déposée dans des comptes bancaires auprès de banque à charte canadiennes et américaines. Par conséquent, la société estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

En général, la société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre de ses clients à l'égard de ses comptes clients; cependant, le crédit est accordé aux clients uniquement après une évaluation de leur solvabilité. En outre, la société révisé continuellement le crédit de tous ses clients et établit une provision pour les créances irrécouvrables lorsqu'il est jugé qu'un compte ne pourra être recouvré. La provision pour créances irrécouvrables s'établit respectivement à 450 769 \$ au 25 avril 2009 et 132 262 \$ au 26 avril 2008.

Au mois de février 2009, la société a souscrit à une assurance émise par Exportation et Développement Canada pour ses comptes clients majeurs aux États-Unis.

Risque de taux d'intérêt

Aux 25 avril 2009 et 26 avril 2008, l'exposition de la société au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie	Taux d'intérêt variable
Placement temporaire	Sans intérêt
Comptes débiteurs	Sans intérêt
Contrats dérivés de change à terme	Sans intérêt
Emprunts bancaires	Taux d'intérêt variable
Comptes créditeurs et charges	Sans intérêt
Dette à long terme	Tel que décrit à la note 9 des états financiers consolidés pour les exercices terminés le 25 avril 2009 et le 26 avril 2008

Risque de change et contrats de change à terme

La société est exposée aux risques de change par les ventes à l'étranger de produits fabriqués au Canada et par une partie de ses achats, lesquels sont libellés, pour la plupart, en dollars US. Ces risques sont partiellement compensés par des contrats de change à terme et par certains frais d'exploitation libellés en dollars US et en euros. Au 25 avril 2009, la société avait conclu des contrats lui permettant de vendre des dollars US à divers taux de change à terme, alors qu'au 26 avril 2008, la société avait conclu des contrats lui permettant de vendre des dollars US et d'acheter des dollars US et des euros à divers taux de change à terme, lesquels se résument comme suit :

Description	Date d'expiration	Montant contractuel \$	Taux contractuel moyen pondéré \$	Juste valeur \$
Au 25 avril 2009				
Vente de dollars US	Mai 2009 à avril 2010	3 800 000	1,1750	(116 586)
Au 26 avril 2008				
Vente de dollars US	Mai 2008 à mai 2009	2 550 000	1,0234	54 801
Achat de dollars US	Août 2008 à mars 2009	1 700 000	0,9839	16 738
Achat d'euros	Mai 2008 à octobre 2008	267 301	1,4456	35 449

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Il n'y a eu aucun arrangement hors bilan dans les états financiers consolidés annuels au 25 avril 2009.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles de la société pour les baux d'exploitation, le passif sur contrats dérivés de change à terme et la dette à long terme au 25 avril 2009 :

Année	Baux d'exploitation	Passif sur contrats dérivés de change à terme	Dette à long terme	Total
	\$	\$		
2010	207 534	189 589	1 158 812	1 555 935
2011	99 496	-	4 165 912	4 265 408
2012	27 403	-	9 813 892	9 841 295
2013	3 377	-	1 808 703	1 812 080
2014	632	-	1 840 631	1 841 263
Par la suite	-	-	3 509 793	3 509 793
	<u>338 442</u>	<u>189 589</u>	<u>22 297 743</u>	<u>22 825 774</u>

Certains baux de location comportent une option de renouvellement.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES APPARENTÉES

Au cours de l'exercice 2009, la société n'a conclu aucune opération entre parties apparentées et a versé des honoraires de gestion à un administrateur au montant de 13 200 \$ en 2008. Cette opération a eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange. Les services rendus concernaient une étude sur la rémunération des cadres et dirigeants.

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 28 avril 2009, la société annonçait la fermeture prochaine de son usine d'Acton Vale, au Québec. L'usine fermera ses portes vers le milieu du mois de septembre 2009 et la direction estime que cette fermeture entraînera une charge non récurrente de l'ordre de 300 000 \$ qui sera comptabilisée au second trimestre de l'exercice financier 2010. La fabrication des produits qui seront délaissés au moment de la fermeture de l'installation représente des ventes annuelles d'environ 6 millions de dollars auprès d'un seul client, lequel a privilégié une nouvelle technologie pour sa sous-traitance. Une quarantaine d'employés perdront leur emploi.

Le 2 juin 2009, la société annonçait l'obtention d'un financement sous forme de prêt à terme de 5,0 millions de dollars de la part d'Investissement Québec. Ce financement permettra à la société de traverser la crise économique qui sévit durement dans l'industrie. Le prêt s'inscrit dans le programme Renfort lancé en décembre 2008 par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec. Ce programme s'adresse principalement aux entreprises performantes dont les problèmes de liquidités sont temporaires et essentiellement liés au resserrement des conditions de crédit dans le contexte économique et financier actuel. Le programme vise aussi les entreprises confrontées à la baisse de la demande en provenance des

Sigma Industries Inc. Rapport annuel 2009

marchés étrangers, de même qu'à la volatilité du dollar canadien et des matières premières. La mise en place de ce financement assurera à la société un moratoire de 12 mois sur tout remboursement de capital des prêts qui lui ont été consentis par son principal banquier. (Voir note 9 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 25 avril 2009 pour le taux d'intérêt et les modalités de remboursement).

RISQUES ET INCERTITUDES

Voici un résumé des principaux risques et incertitudes qui pourraient affecter les activités de la société:

Conditions économiques actuelles

Les activités de la société sont, à certains égards, tributaires des conditions économiques. D'une part, les marchés du camion lourd et des produits industriels sont, règle générale, davantage affectés par une baisse du niveau de l'activité économique. D'autre part, les marchés du camion lourd, de l'autobus, des produits agricoles et de l'énergie éolienne, sont susceptibles d'être affectés par le resserrement des conditions de crédit compte tenu du besoin important de financer l'achat des véhicules ou des produits en question.

Risque de change

Les ventes libellées en dollars US représentaient environ 52,8 % du total des ventes de la société pour l'exercice terminé 25 avril 2009. Par conséquent, l'évolution du dollar canadien par rapport au dollar US est un élément d'incertitude et de risque pour la société. Ces risques sont en partie atténués par les frais d'exploitation de la filiale américaine libellés en dollars US, par l'acquisition de matières premières en dollars US ainsi que par des contrats de change à terme. La société a pour politique de ne pas utiliser ces instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Dans un contexte où le dollar canadien continuerait de s'apprécier par rapport au dollar US, les résultats d'exploitation de la société seraient affectés négativement. Au cours de l'exercice de 2009, la société a vendu 9,1 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,0338 CAD pour une somme de 9,4 millions de dollars canadiens.

Concentration des clients

Pour l'exercice terminé le 25 avril 2009, les cinq plus importants clients ont représenté 63,9 % des ventes de la société. Si ces clients devaient cesser de faire affaires avec la société ou réduisaient le montant de leurs achats en raison de difficultés financières ou autres, cela aurait un impact important sur les ventes, la situation financière et les résultats d'exploitation de la société. Les commandes pour une composante dans le secteur du camion lourd et du transit sont octroyées selon la durée de la mise en marché des modèles par les manufacturiers d'équipements d'origine. La durée de la mise en marché est en moyenne d'une durée de cinq à dix ans selon les manufacturiers. Il n'y a aucune garantie que la société sera en mesure d'obtenir des nouvelles commandes des nouveaux produits qui seront mis sur le marché, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la société.

Risque de taux d'intérêt

La société est vulnérable à toute fluctuation à la hausse des taux d'intérêt puisque les emprunts bancaires et une portion des dettes à long terme sont assortis de taux d'intérêt variant en fonction du taux préférentiel. Une hausse des taux d'intérêt pourrait affecter le coût de capital de la société et ainsi réduire le bénéfice net. En date du 25 avril 2009, environ 70,9% de la dette à long terme, soit 15,8 millions de dollars sur une dette à long terme totale de 22,3 millions de dollars (incluant la partie à court terme, mais excluant les frais de financement reportés), était à taux variable.

Développement des marchés et croissance continue

Si la société ne parvient pas à pénétrer davantage ses principaux marchés et les marchés géographiques existants ni à développer avec succès ses activités sur de nouveaux marchés, cela pourrait avoir des conséquences défavorables sur la croissance des ventes de ses produits ainsi que sur ses résultats d'exploitation. La capacité de la société à pénétrer davantage ses principaux marchés et ses marchés géographiques existants sur lesquels elle est en concurrence ou à développer ses activités avec succès dans d'autres pays d'Europe, d'Amérique du Sud ou ailleurs est assujettie à de nombreux facteurs, dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. La société ne peut garantir le succès de ses efforts visant à accroître la pénétration de ses principaux marchés et de ses marchés géographiques existants, et, si elle n'y parvient pas, cela pourrait avoir des conséquences défavorables sur ses résultats d'exploitation.

Les droits exclusifs de propriété intellectuelle

La société utilise des technologies pour lesquelles elle détient certaines propriétés intellectuelles. Il est tout à fait possible que d'autres sociétés puissent mettre au point d'une manière indépendante des produits similaires, diminuant ainsi le cycle de vie des produits fabriqués par la société.

Programme d'acquisitions

La société a l'intention de continuer à acquérir des entreprises et des éléments d'actif. Rien ne garantit qu'elle pourra réaliser des acquisitions, ni qu'elle connaîtra du succès pour ce qui est d'intégrer à ses activités les entreprises et les éléments d'actif nouvellement acquis; à défaut, et faute de garder à son service le personnel clé des entreprises acquises, cela pourrait avoir des conséquences défavorables importantes sur ses résultats d'exploitation. Le programme d'acquisitions de la société pourrait exiger, en plus des flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, d'autres sources de financement. Il est impossible de garantir la disponibilité de ressources financières additionnelles ni, le cas échéant, que ces ressources financières seront disponibles selon des modalités acceptables. Le défaut d'obtenir ce financement pourraient, à l'avenir, rendre les acquisitions difficiles, voire impossibles.

Dépendance à l'égard du personnel clé et relations de travail

Le succès de la société dépend de sa capacité à attirer et à garder à son service une main-d'œuvre hautement qualifiée. Le défaut de retenir les services d'un personnel qualifié et la perte d'employés clés pourraient compromettre le rythme de développement de la société et ses efforts pour réussir son expansion.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Ce rapport de gestion contient des certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. En soi, ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et des incertitudes propres à nos activités. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 20 août 2009, date de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion par le conseil d'administration. La société n'a pas l'intention et estime qu'elle n'a pas l'obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, y compris sur la base d'informations nouvelles, d'événements futurs ou autres, sauf lorsque requis par la loi.

La société, dont les actions sont enregistrées auprès des autorités réglementaires du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, est tenue de fournir de l'information continue sous forme d'états financiers trimestriels et annuels, de circulaires d'information, de rapports sur les changements significatifs et de communiqués de presse aux autorités de réglementation. Une copie des informations rendues publiques par la société est disponible gratuitement sur demande au vice-président finances de la société ou sur notre site Internet à l'adresse <http://www.sigmaventures.ca> ainsi que sur le site Internet suivant : <http://www.sedar.com> .

(s) Denis Bertrand

Par: _____
Denis Bertrand
Président et chef de la direction

(s) Bertrand Côté

Par: _____
Bertrand Côté
Vice-président finances

Le 20 août 2009



RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés ci-joints de Sigma Industries Inc. et toute l'information financière contenue dans le présent rapport annuel relèvent de la responsabilité de la direction.

Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. Les états financiers comprennent des montants fondés sur l'utilisation d'estimations et sur les meilleurs jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous les égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers.

La direction maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte, et que les actifs de la société sont correctement comptabilisés et bien protégés.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification a rencontré la direction ainsi que le vérificateur externe afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation financière, des questions de vérification et des questions de présentation d'informations financières, de s'assurer que chaque partie remplit ses fonctions, et d'examiner les états financiers et le rapport du vérificateur externe.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés au nom des actionnaires par le vérificateur externe Pricewaterhouse Coopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. pour les exercices terminés le 25 avril 2009 et le 26 avril 2008 et ce, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Le vérificateur externe, qui a été nommé vérificateur externe par les actionnaires de la société, a profité d'un accès sans réserve au comité de vérification pour discuter de questions relatives à sa vérification et à la publication de l'information.

Sur recommandation du comité de vérification, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés de la société.

(s) Denis Bertrand

Denis Bertrand
Président et chef de la direction

Québec (Québec) Canada

Le 20 août 2009

(s) Bertrand Côté

Bertrand Côté
Vice-président finances